

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 15/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE

« Bois de Montauté »
58800 Épiry

Références : 260011
Code AIOT : 0005400375

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE, implanté au lieu-dit « Bois de Montauté » - 58800 Épiry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC) des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE
- « Bois de Montauté » - 58800 Épiry
- Code AIOT : 0005400375
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Actuellement exploitée par la société Granulats Bourgogne Auvergne, la carrière de Montauté à Épiry est autorisée par arrêté préfectoral du 18 juin 2013 pour une durée de 30 ans avec une production maximale autorisée de 800 000 tonnes à l'année. Cette exploitation de porphyre sur le département de la Nièvre est importante. Elle fait notamment partie des carrières agréées par la SNCF pour la production de ballast pour les lignes L.G.V.. Elle dispose d'un embranchement ferroviaire, situé à environ 3 km, en gare d'Epiry-Montreuil.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 2
- Bruits et vibrations
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 06/09/2024, article 1	Sans objet
2	Matériaux extraits, quantités autorisées et capacité de production	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 1.2.3	Sans objet
3	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.4.1	Sans objet
4	Eaux de procédé des installations et bassins de décantation	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.3.2	Sans objet
5	Entretien et vidange des séparateurs d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.3.3.2	Sans objet
6	Maintien de la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 2.4.1	Sans objet
7	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 2.3.3	Sans objet
8	Niveaux limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 6.2	Sans objet
9	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 6.3	Sans objet
10	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 7.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a désormais mis en place les mesures de retombées de poussières atmosphériques sur une période de 6 mois.

Il a réalisé également son bilan annuel.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 septembre 2024 est donc respecté.

Il a été constaté que l'exploitation de la carrière est réalisée de manière satisfaisante que cela soit

au niveau du suivi administratif que du suivi environnemental.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/09/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en demeure
Prescription contrôlée : La société GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE exploitant une installation de carrière sise au lieu-dit « Bois de Montauté » et « La Mâchoire Pendue » sur les communes d'ÉPIRY et MONTREUILLON est mise en demeure de respecter : <ul style="list-style-type: none">• dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 213 susvisé en réalisant ses mesures de retombées atmosphériques sur la période continue de 6 mois de mai à octobre 2025 ;• dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 213 susvisé en réalisant son bilan annuel d'exploitation pour l'année 2023, celui-ci sera accompagné d'un récapitulatif succinct des années antérieures depuis 2013.
Constats : <ul style="list-style-type: none">• Les mesures de retombées atmosphériques sur une période continue de 6 mois ont été réalisées du 29 avril au 3 novembre 2025. Au premier rapport intermédiaire réalisé sur la période avril/août, les résultats sont conformes. Le jour de l'inspection, les résultats sur la période août/novembre n'étaient pas encore parvenus à l'exploitant.• Le bilan annuel d'exploitation pour l'année 2023 a été envoyé à l'inspection des installations classées le 27 septembre 2024. Il comporte l'ensemble des éléments demandés et il est accompagné d'un récapitulatif des 10 dernières années. Par ailleurs, le bilan 2024 a été présenté au cours de l'inspection. L'exploitant respecte les 2 termes de la mise en demeure du 6 septembre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées les résultats de la seconde période de la campagne semestrielle de mesure des retombées atmosphériques accompagnées de leur analyse dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Matériaux extraits, quantités autorisées et capacité de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Matériaux extraits, quantités autorisées et capacité de production
Prescription contrôlée :

<p>La roche exploitée est de type rhyolitique. Elle est utilisée pour la production de granulats utilisés dans les chantiers de construction et de travaux publics. Une partie du gisement est valorisée en ballast pour les lignes classiques et les lignes à grande vitesse.</p> <p>Le tonnage total de matériaux à extraire est estimé à 22 250 000 tonnes.</p> <p>La quantité maximale de matériaux produits de la carrière est de 800 000 tonnes par an au maximum avec une production moyenne autorisée de 550 000 tonnes par an les cinq premières années puis 700 000 tonnes par an les années suivantes, calculée sur la durée des périodes définies à l'article 1.6.2 du présent arrêté.</p> <p>La cote minimale d'extraction est de 218 m NGF. L'épaisseur moyenne d'extraction est de 28 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour l'année 2024, le tonnage extrait s'établit à 258 045 tonnes.</p> <p>Le plan d'évolution à jour a permis de vérifier le respect de la cote minimale d'extraction et de l'épaisseur moyenne d'extraction.</p> <p>Il est à noter que l'exploitant n'a pas complété les données demandées dans l'outil de déclaration GERE (Gestion Electronique du Registre des Emissions Polluantes) pour l'année 2024 relatives aux quantités de matériaux extraites.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera lors de sa déclaration GERE pour l'année 2025 à compléter les données relatives aux quantités de matériaux extraits, dans l'onglet "production / activité extractive".</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi annuel d'exploitation - plan
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté est réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage, • la bande de protection des 10 m, • les bords de la fouille, • les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, • l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, • les éventuels cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, • le positionnement et les hauteurs des fronts, • les zones de stockage chaque année avant le 1^{er} février à l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>Le plan mis à jour en 2025 a été vu au cours de la visite d'inspection. La légende a été corrigée et est nettement plus lisible et cohérente. Les surfaces défrichées, décapées et en cours de remise en état ont été ajoutées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Eaux de procédé des installations et bassins de décantation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de procédé des installations et bassins de décantation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de procédé doivent être intégralement recyclées et circulent en circuit fermé. Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site sont interdits. Ces eaux sont collectées séparément et intégralement recyclées. Le circuit de recyclage doit être conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, doit être prévu. Afin de garantir un meilleur taux de recyclage, les eaux de lavage des matériaux transitent dans 4 bassins de décantation étanches comprenant un bassin d'eau claire situés au sud de l'atelier dont les caractéristiques sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • surface totale : 3240 m² ; • cote surface : 358 m NGF ; • cote fond : 354 m NGF. <p>Lorsque les matières en suspension sont décantées, elles sont dirigées vers le bassin d'eau claire où elles sont pompées pour être réintroduites en fabrication. Le taux de recyclage des eaux doit être au minimum de 80 %. Pour s'assurer du respect de ce taux, l'exploitant met en place un dispositif de mesure totaliseur ou équivalent sur la pompe du bassin d'eau claire. Il tient à jour mensuellement (hebdomadairement en période de sécheresse) un registre de la consommation des eaux pompées dans le bassin d'eau claire et des eaux d'appoint (cf. article 4.1.1).</p>
<p>Constats :</p> <p>2 compteurs ont été installés. Le relevé mensuel de la consommation des eaux pompées dans le bassin d'eau claire et des eaux d'appoint a été mis en place. Le taux de recyclage des eaux de process calculé est de 96 %.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Entretien et vidange des séparateurs d'hydrocarbures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.3.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et vidange des séparateurs d'hydrocarbures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Les séparateurs d'hydrocarbures doivent être nettoyés, vidangés et contrôlés au moins une fois par an et entretenus si nécessaire. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cet entretien.
Constats : Le site dispose de 3 débourbeurs-déshuileurs (aire de stationnement des engins, aire de ravitaillement de carburant et de lavage des engins, installation de traitement). Le nettoyage a été réalisé au mois de février.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Maintien de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Maintien de la biodiversité
Prescription contrôlée : Des stocks de matériaux constituent un habitat aux colonies d'hirondelles de rivage lors de leur nidification. Ces stocks existants à la date du présent arrêté, sont maintenus durant toute la période d'autorisation. En ce qui concerne les amphibiens, des pièces d'eau pérennes ou temporaires sont maintenues également durant toute la période d'autorisation.
Constats : Il a été constaté la présence d'habitats d'hirondelles de rivage sur les stocks situés en partie ouest du site. L'exploitant a mis également en place un partenariat avec la LPO afin de réaliser un suivi de la population d'hirondelles. Pour ce qui concerne les amphibiens, les pièces d'eau pérennes sont constituées par les bassins de décantation. Des pièces d'eau temporaires se créent naturellement au niveau du carreau en fonction de la pluviométrie, hors zone d'extraction, afin d'assurer la viabilité des amphibiens.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Prescription contrôlée : L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.

Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès.

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risque de noyade).

Constats :

Les installations disposent d'un unique accès par la route départementale 175. Un second accès en partie sud-est du site était existant mais est désormais condamné.

Une clôture métallique maillée, d'une hauteur de 2 m, est mise en place sur l'ensemble de la périphérie du site.

Le panneau d'interdiction d'accès est mis en place.

Il est à noter que les bassins des eaux de process sont équipés de merlons en lieu et place de clôtures afin d'interdire leur accès.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Niveaux limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux limites de bruit

Prescription contrôlée :

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fé- riés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admis- sible Points L ₁ à L ₄	65 dB(A)	55 dB(A)

Les points L₁, L₂, L₃ et L₄ sont définis sur le plan annexé au présent arrêté.

Constats :

Les mesures annuelles des niveaux sonores ont été réalisées le 6 novembre 2025.

4 points de mesures en limite de propriété ont été mis en place ainsi que 3 points aux niveaux des ZER conformément au plan présenté en annexe 3 de l'arrêté d'autorisation du 18 juin 2013.

Aucune non-conformité n'a été relevée.

Il est à noter que les installations fonctionnent uniquement en période de jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines

Prescription contrôlée :

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Le niveau de pression acoustique de crête généré par les tirs de mines ne doit pas dépasser 125 décibels linéaires en limite du site d'exploitation.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence (en Hertz)	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Le respect de la valeur limite ci-dessus est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Constats :

L'exploitant réalise une campagne annuelle de mesure de vibration lors de tirs de mines. Pour l'année 2025, elle a été réalisée le 3 novembre.

Les résultats sont conformes que ce soit en vitesses particulières pondérées (1,7 mm/s) qu'en niveau de pression acoustique (115 décibels linéaires).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 7.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 1 000 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 1 000 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité.

Constats :

Les produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont placés correctement sur rétention, que cela soit la cuve de carburant ou bien les différents stockages (huiles, huiles usagées principalement) à l'intérieur de l'atelier.

Type de suites proposées : Sans suite